

RETRAITES

**P
O
U
R**

FAIRE RECULER LA PAUPERISATION DES RETRAITES : le bilan des réformes Balladur (1993) et Fillon (2003) est catastrophique ayant conduit à ce que le nombre de retraités sous le seuil de pauvreté passe de 5% en 1995 à 10% en 2007 et encore plus en 2010 !!

REDONNER L'ESPOIR AUX JEUNES GENERATIONS : 3 jeunes sur 4 (de moins de 35 ans) n'ont plus confiance dans notre système de retraite par répartition pour assurer des moyens décentes de vivre lorsqu'ils seront en âge (et à quel âge ?) de la prendre.

LA CGT PROPOSE UN SOCLE COMMUN MINIMAL POUR TOUS LES SALARIES

- 60 ans pour l'ouverture des droits à taux plein,
- 75% de taux de remplacement du revenu d'activité
- aucune retraite inférieure au SMIC CGT (1 600 € brut)
- indexation des pensions sur les salaires,

- validation des années d'étude et de précarité subies,
 - départ anticipé (à partir de 55 ans) si pénibilité.
- La CGT est contre tout allongement de durée de cotisations

UNE AUTRE REPARTITION DES RICHESSES EST INDISPENSABLE

Pour mettre en œuvre l'ensemble des propositions CGT, il faut passer de 12,7% du PIB (la richesse produite par le travail) consacré aux retraites à 18% à l'horizon 2020 (et 20% en 2050).

De 1946 à 1990, nous sommes passés de 4% à 12% sans que le pays en souffre : bien au contraire, cela a été un véritable moteur pour le progrès social et le développement de l'économie.

Passer de 12 millions de retraités en 2005 à 22 millions en 2050 nécessite d'augmenter fortement les moyens financiers consacrés aux retraites.

Or patronat et gouvernement ferment cette porte et persévèrent dans les méthodes des précédentes réformes, ce qui conduira à une aggravation de la baisse généralisée des pensions.

LES MOYENS EXISTENT

EN 2008 : MONTANT TOTAL DES
DEPENSES DE RETRAITES :

230 MILLIARDS POUR 14 MILLIONS DE
RETRAITES

MONTANT TOTAL DE LA
REMUNERATION DES ACTIONNAIRES :

242 MILLIARDS

**Notre pays verse plus à une poignée de privilégiés
qu'à l'ensemble des retraités !!!**

**Pour mettre fin à cela
et privilégier l'intérêt général,
la CGT propose :**

La mise en œuvre d'une politique de l'emploi avec l'objectif du plein emploi ; **C'est la moitié du chemin** pour aller de 12,7 % du PIB à 18%.

L'autre moitié, c'est avec :

- La soumission de tous les éléments de rémunérations à cotisations pour la retraite (stocks options, bonus, intéressement, participation, primes des fonctionnaires),
- La suppression des exonérations de cotisations des entreprises,
- La prise en compte de la totalité de la valeur ajoutée pour le calcul de la cotisation sociale des entreprises (en variant le taux en fonction de la part des salariés dans la valeur ajoutée),
- La création d'une cotisation sur les revenus financiers des entreprises, au même niveau que celle sur le travail (8,3%) (rien que cette mesure en 2009, aurait généré 21 milliards d'€ de recettes pour la retraite !!).

C'est tout l'inverse qui se produit, puisqu'en 2010, pour les entreprises du CAC 40..., c'est 60% des bénéfices qui sont versés aux actionnaires, c'est le record historique en Europe !!! (cf « les Echos » du 9 juin 2010) : si c'est la rigueur pour les salariés, c'est la fête pour les gros actionnaires !!

Nous sommes décidément très très loin des trois tiers (1/3 aux salariés, 1/3 aux investissements, 1/3 aux actionnaires) promis par celui qui devait « moraliser le capitalisme »...

Ce n'est pas l'argent qui manque,
c'est sa répartition qui est au cœur des difficultés économiques et sociales.

Pour changer cela,
c'est massivement que les salariés,
actifs et retraités doivent se mobiliser le 24 juin.

**Cette mobilisation sera déterminante
pour les suites à y donner à la rentrée**